

LE SOCIALISME

DOCUMENT

Gideon Levy, journaliste israélien : "*L'occupation ne cessera pas tant qu'Israël n'en paiera pas le prix*"

<https://www.aa.com.tr/fr/monde/gideon-levy-journaliste-isra%C3%A9lien-loccupation-ne-cessera-pas-tant-quisra%C3%ABl-nen-paiera-pas-le-prix/3066831#>

Le 28 novembre 2023

Selon le journaliste et auteur israélien, Gideon Levy, l'armée israélienne commet régulièrement des "*crimes de guerre*" dans les territoires palestiniens occupés depuis 55 ans, et pas seulement en temps de guerre, et le seul moyen de mettre fin à l'occupation est que le gouvernement de Tel-Aviv commence à en "*payer le prix*".

Levy, qui écrit pour le journal israélien *Haaretz*, est l'une des rares voix dans son pays à s'opposer à l'occupation et à décrire Israël comme un "*régime raciste*".

Depuis une quarantaine d'années, Gideon Levy, qui suit personnellement les événements en Cisjordanie occupée en tant que journaliste de terrain, estime que la société et le gouvernement israéliens se trouvent actuellement dans un "*état d'esprit extrêmement radical*".

Compte tenu de cette situation, Levy, qui ne pense pas qu'Israël fera des concessions pour la paix, estime que le seul espoir réside dans une intervention internationale.

Rappelant que le président américain Joe Biden se prépare pour les prochaines élections, le journaliste israélien déclare qu'il ne pense pas que cette intervention internationale soit très probable.

Décrivant l'état antérieur de la société israélienne comme "*assez mauvais*", Levy a déclaré à Anadolu qu'au cours des dernières semaines, la société a évolué encore plus vers le "*racisme*".

Levy ne croit pas qu'un changement positif vers la paix viendra de la part de la société israélienne.

"Elle (la paix) ne viendra pas de la société israélienne. Les Israéliens ne se réveilleront pas un matin en disant: L'occupation est trop cruelle, l'apartheid (régime raciste) est illégal, mettons-y fin".

"Cela ne se produira que si les Israéliens commencent à payer le prix de l'occupation, s'ils sont punis pour l'occupation qu'ils poursuivent et s'ils se rendent compte que le coût qu'ils doivent payer pour poursuivre l'occupation est trop élevé", a-t-il estimé.

Toutefois, Levy a souligné que la situation "*n'en est pas encore à ce stade*" et a déclaré que la communauté internationale "*doit cesser de parler et agir*".

"Je ne pense pas que cela se produise dans un avenir proche. Mais je pense que le jour viendra où la communauté internationale dira 'ça suffit'. J'attends ce jour, mais il ne semble pas très proche", a-t-il ajouté.

L'ancien capitaine et pilote Yonatan Shapira, qui a démissionné de l'armée israélienne, a utilisé les mots "*l'armée israélienne est une organisation terroriste, ses commandants sont des criminels de guerre*" dans une déclaration à Anadolu en 2021.

Lorsqu'on lui demande s'il est d'accord avec les propos de Shapira en tant que journaliste qui suit de près les pratiques de l'armée israélienne depuis des décennies, Gideon Levy répond : "*Tout d'abord, Shapira est mon ami, et oui, je suis d'accord avec lui.*"

Et de poursuivre : "*Ce qu'Israël fait quotidiennement depuis 55 ans (depuis l'occupation de 1967) en Cisjordanie est un crime de guerre. Des colons (juifs illégaux) au transfert de prisonniers (palestiniens) en Israël, des enlèvements nocturnes de personnes à leur domicile aux punitions collectives, tout cela constitue des violations du droit international*".

Soulignant que tout cela se produit dans la vie quotidienne, et pas seulement en temps de guerre, Levy ajoute : "*Il ne fait aucun doute que l'occupation est un crime qui doit cesser. Je me bats contre cela depuis près de 40 ans*".

- Les médias israéliens cachent la brutalité.

Selon Levy, la plupart des Israéliens ne voient pas grand-chose de la "*brutalité*" commise à Gaza.

Le journaliste israélien a déclaré : "*Pour être honnête, si je veux voir ce qui se passe, je dois regarder des chaînes comme Al Jazeera, TRT et CNN parce que les chaînes, les médias et les journaux israéliens essaient de ne pas montrer la plupart des brutalités. C'est seulement ainsi que je peux avoir une vue d'ensemble*".

Affirmant que l'attaque d'une zone densément peuplée comme Gaza de cette manière fait payer un lourd tribut aux civils, Levy affirme : "*Mon discours reste sans voix face à ce qui se passe*".

Toutefois, selon lui, le gouvernement israélien bénéficie d'un soutien quasi unanime de la part de la société en ce qui concerne la guerre.

"Ils (les Israéliens) sont actuellement en train de se faire une idée de la situation. Ils sont actuellement unis sur deux objectifs. Le premier est la libération de tous les otages, qui est actuellement l'objectif principal. Ensuite, ils pensent pouvoir vaincre complètement le Hamas. Je pense que le gouvernement a tout le soutien nécessaire pour poursuivre la guerre".

À la question *"Israël reprendra-t-il une attaque de grande envergure après la fin de la "pause humanitaire" ?"*, le journaliste israélien répond : *"Je crains que oui, mais les prochains jours montreront la situation. La dynamique actuelle est positive. L'accord fonctionne ; les otages rentrent chez eux chaque jour, de même que les prisonniers palestiniens, ce qui me rend heureux. Mais cela ne peut pas durer éternellement"*.

"Je ne pense pas qu'Israël cessera de faire la guerre. J'espère qu'elle ne reviendra pas avec la même intensité, car si c'est le cas, cela signifiera la destruction de la partie sud de Gaza ; il y a déjà plus de deux millions de personnes ici", a-t-il déclaré.

"Même s'ils détruisent complètement le sud de Gaza et vainquent le Hamas, le lendemain, Israël n'a aucune idée de ce qui se passera. Il n'y a pas de plan. Et s'il n'y a pas de plan, la guerre devrait s'arrêter", a-t-il ajouté.

À la question de savoir si les États-Unis voudraient arrêter la guerre ou donner à Israël le feu vert pour de nouvelles attaques, Levy a répondu : *"Je pense qu'ils prendront une position médiane. Ils ne les arrêteront pas complètement, mais ils ne permettront pas (à Israël d'attaquer) comme avant. Il reste à savoir si Israël écouterait vraiment les États-Unis et quelle sera l'intensité de la pression exercée"*.

En ce qui concerne la question de savoir si la société israélienne ferait des concessions pour la paix, M. Levy a déclaré : *"Absolument pas pour l'instant. La société israélienne est animée d'un intense sentiment anti-arabe. Nous avons besoin de nouveaux dirigeants. Je ne vois rien (à propos de concessions) dans le leadership actuel et dans l'état d'esprit actuel du public israélien, qui est actuellement très extrême, très nationaliste et très à droite"*.

"Le seul espoir est une intervention internationale, mais je ne pense pas que cela se produira. En effet, les États-Unis entrent dans une année électorale et je ne pense pas que Biden en fera plus. Je ne vois aucun espoir pour l'instant", a-t-il souligné.

- Israël veut à nouveau expulser les Palestiniens, mais ce n'est pas possible".

Levy a également commenté la question des déclarations répétées entre les ministres israéliens et d'autres fonctionnaires sur la relocalisation des Palestiniens en dehors de la bande de Gaza.

"Israël serait ravi de nettoyer Gaza du peuple palestinien. Le problème est que ce n'est ni éthique, ni légal, ni pratique à la fois", a-t-il déclaré.

"Personne n'acceptera 2,3 millions de personnes. Personne ne permettra à Israël de transférer 2,3 millions de personnes. Israël n'a pas le droit de décider où les habitants de Gaza vivront. Israël n'a pas le droit de prendre une telle décision".

"Israël a commis une Nakba (grande catastrophe) et n'a pas le droit de commettre une seconde Nakba", a-t-il défendu.

Affirmant qu'Israël soulève constamment cette question parce qu'il n'a pas d'autres solutions et qu'il pense pouvoir réellement expulser les Palestiniens de Gaza, Levy a souligné l'humeur extrêmement nationaliste qui règne dans l'État d'Israël actuel.

"Vous savez, ils ont essayé cela en Cisjordanie aussi. Déjà, 16 villages de Cisjordanie ont été évacués. Ils ne pouvaient pas supporter la terreur des colons, et il n'y avait personne pour les arrêter. Ils essaieront (d'évacuer Gaza) autant que possible, mais je ne pense pas que cela se produira. Ce n'est pas possible".

Levy a souligné qu'Israël mettait la région en danger par ses actions, même s'il ne possède pas d'armes nucléaires : *"Israël veut être un État juif, il a le droit d'être un État juif, mais il veut aussi avoir une démocratie, et cela ne fonctionne pas. Pour être un État juif, il faut une majorité juive claire".*

"Il n'y a pas de majorité juive ; il y a actuellement environ 7,5 millions de Juifs et 7,5 millions de Palestiniens entre le fleuve et la mer. On ne peut pas être un État juif lorsque deux peuples vivent sous votre gouvernement, sous votre occupation, sous votre régime. C'est pourquoi Israël a fait son choix et a préféré être un État juif plutôt qu'un État démocratique", a-t-il déclaré.

Interrogé sur la liberté de critiquer Israël de la sorte s'il était Palestinien, Levy a répondu :

"La réponse à cette question est très claire. Bien sûr que non. La plupart de mes propos ne pourraient pas être tenus par un Palestinien. Cela n'arriverait pas dans la réalité d'Israël, surtout pas après une guerre. Si j'étais un Palestinien, j'aurais été en prison pour bien moins que ce que je dis aujourd'hui".